

Le pouvoir aux travailleurs

04 AVRIL 1994

N° 18

PRIX: 50 F

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES	
EDITORIAL:		
- AU-DELA DU PACIFISME DES UNS ET DES AUTRES, IL Y A UNE AUTRE VOIE: LA LUTTE ORGANISEE DES PAUVRES	2	- 3
COTE D'IVOIRE:		
- "LA CRISE NOYEE DANS LE PETROLE"? UNE INTOXICATION!...		4
- GBAGBO ANNONCE LA COULEUR...		4
AFRIQUE DU SUD:		
- LES ELECTIONS NE METTRONT PAS FIN A LA MISERE DES MASSES PAUVRES	5	- 6
SENEGAL:	5	- 6
- DES LENDEMAINS QUI NE CHANTENT PAS POUR DIOUF	6	- 8
ALGERIE:		
- L'INTEGRISME, UNE MENACE POUR LA SOCIETE	8	- 10

**AU-DELA DU PACIFISME
DES UNS ET DES AUTRES,
IL Y A UNE AUTRE VOIE:
LA LUTTE ORGANISEE DES PAUVRES.**

Il n'y a pas longtemps, Laurent Gbagbo, dans une déclaration rapportée par le journal "La Voie", disait que si lui et son parti ont choisi la voie électoraliste pour conquérir le pouvoir, c'est parce qu'ils ne veulent pas "mettre le feu à la maison". Quelques jours plus tard, toujours dans le même journal, il a déclaré qu'il est pour "le maintien des équilibres sociaux", c'est-à-dire de l'ordre social actuel, tant ici en Côte d'Ivoire que dans les pays de la sous-région.

Dans le dernier numéro du journal "Notre Temps", Zadi Zaourou, ancien opposant, dirigeant de l'USD (Union des Socio-démocrates), devenu ministre de la Culture de Bédié, déclare, à son tour, sans aucune retenue : "Nous avons renoncé à la révolution". Une façon à lui de chercher à justifier sa place à la mangeoire gouvernementale.

Maintenant qu'il est au pouvoir Zadi Zaourou peut se permettre de gloser sur la "révolution", ne serait-ce que pour montrer sa bonne foi à ceux qui l'emploient. Mais ses propos ne peuvent que convaincre ceux qui sont déjà convaincus par ses choix. Seuls ces derniers ne peuvent pas voir le caractère ridicule de tels propos. Car, pour renoncer à quelque chose, il faut d'abord y avoir adhéré. Or, jamais Zadi Zaourou n'a été pour une quelconque "révolution" dans ce pays. Le fait de se dire opposant ou de participer à quelques marches n'est pas en soi une démarche révolutionnaire. Son objectif depuis toujours est sa réussite individuelle, chose aujourd'hui réalisée par son entrée au gouvernement où il occupe un strapontin ministériel.

Mais tel est également le but visé par Laurent Gbagbo et les autres politiciens de l'opposition qui n'ont pour seul programme que leurs intentions pacifiques. En effet, leur pacifisme, leur choix purement électoraliste signifie surtout qu'ils ne sont pour aucun changement réel dans ce pays. Leurs déclarations selon lesquelles ils veulent un changement en douceur sont faites tout simplement pour plaire aux plus riches, aux notables et, au-delà, aux dirigeants des pays impérialistes. Ce qu'ils veulent c'est, si possible, arriver au pouvoir ou y participer sans que l'ordre social injuste actuel ne soit remis en cause, car ils le respectent tout autant que le PDCI. Entre la politique de Bédié et la leur, il n'y a aucune différence : c'est le même plat servi dans deux assiettes différentes au profit des riches, et sous forme de miettes, aux larbins à leur service, les ministres, les chefs militaires, et autres hauts fonctionnaires de l'Etat.

Derrière le pacifisme de tout ce beau monde-là se cache surtout la peur des pauvres. Ce qu'ils craignent par-dessus tout c'est que les opprimés, révoltés par l'exploitation, les injustices, la misère, s'attaquent à l'ordre social en vigueur, aux riches. Ils ont peur de la révolution ! C'est pourquoi ils prônent la nécessité d'un changement en douceur, pacifique, pour endormir la conscience des pauvres et les tromper.

Mais cela n'est qu'une tâche vaine, en réalité ! C'est comme

chercher à endiguer le cours d'un fleuve avec une cuillère en papier. Car, la révolution ne dépend pas des choix d'un individu ou d'un groupe d'individus. C'est l'ordre social actuel lui-même qui y poussera. C'est du terreau de l'oppression et de la dictature qu'un jour elle émergera.

On ne peut pas indéfiniment maintenir des millions d'hommes, de femmes et d'enfants dans la misère, les maladies, la faim et toutes sortes de privations sans qu'un jour leur exaspération éclate. La colère qui gronde et mûrit aujourd'hui dans les quartiers populaires et nos bidonvilles, surtout depuis la dévaluation du FCFA, finira tôt ou tard par se transformer en une véritable révolte populaire, en une explosion sociale profonde, indépendamment de la volonté de qui que ce soit.

Mais l'explosion sociale toute seule ne suffira pas pour qu'il y ait un profond changement profitable à la majorité de la communauté que constituent les pauvres. Et le problème est justement là ! Car, l'explosion sociale, qui, à court ou à long terme est inévitable, peut aussi être la pire ou la meilleure des choses. S'il n'y a pas dès aujourd'hui des hommes et des femmes qui réfléchissent sur les perspectives d'avenir, sur comment faire pour que demain ce soit le camp des pauvres qui l'emporte sur celui des riches, la colère des opprimés pourra être détournée, leur lutte dévoyée au profit d'autres gens qui leur imposeront une nouvelle dictature et toujours la misère ou, pire, leur colère pourra être retournée contre eux-mêmes par d'autres démagogues dans des luttes fratricides sur des bases ethniques ou religieuses, comme au Libéria, en Algérie ou dans l'ex-Yougoslavie.

En revanche, de la révolution naîtra une société meilleure si, avant que celle-ci n'éclate, le prolétariat, la seule classe capable de conduire le changement jusqu'au bout, est organisé, doté d'un parti révolutionnaire qui lui soit propre, garant des intérêts de tous les pauvres, quelles que soient leurs ethnies, leur région et leur religion, contre tous les riches d'où qu'ils viennent. C'est la seule condition pour éviter que les luttes futures des opprimés ne soient trahies ou conduites vers des pièges et autres impasses sanglantes comme le nationalisme, l'ethnisme ou les conflits religieux, sans issue.

La question qui se pose alors aux jeunes, étudiants et élèves, révoltés par la situation actuelle, et à tous ceux qui sont exaspérés par la misère, les maladies, la dictature imposées par le capitalisme, est justement de savoir quelle sera leur place dans les événements à venir. Seront-ils de simples observateurs, des victimes effrayées et désorientées par l'explosion populaire ? Pire, se mettront-ils du côté des riches et des politiciens à leur solde qui feront tout pour maintenir l'ordre social injuste actuel ? Ou rejoindront-ils le camp des hommes et des femmes qui se battront pour que ce soit les pauvres qui l'emportent afin d'en finir une fois pour toutes avec la misère, les maladies et la dictature qu'impose aujourd'hui l'ordre des riches aux masses pauvres ?

Espérons que des jeunes, garçons et filles, qui se posent des questions, veulent qu'il y ait un véritable changement, émergeront certains qui en arriveront à cette compréhension des choses et s'attèleront à la tâche de la construction du seul moyen dont les opprimés ont besoin pour défendre leurs intérêts présents et futurs : un parti prolétarien révolutionnaire.

**"LA CRISE NOYEE DANS LE PETROLE" ?
UNE INTOXICATION!**

Toute la presse gouvernementale - journaux, radios, comme télévisions - n'a pas arrêté de faire l'écho de cette découverte de gaz et de pétrole, au large de Jacqueville et parler d'auto-suffisance et même de la fin de la crise économique.

Quels baratins! surtout quand on sait que non loin d'ici: au Nigéria et au Cameroun, pourtant deux gros producteurs de pétrole dont le gisement est autrement plus important que celui découvert en Côte d'Ivoire, ils n'ont pas pu "noyer la crise

dans le pétrole". Peut-être même le contraire: le pétrole les a noyés dans la crise. Ce d'autant plus que généralement, c'est avec l'argent des contribuables que les gouvernements extraient le pétrole (ou fabriquent des usines comme Sodesucre, par exemple) et ce sont les banquiers et autres riches industriels qui ramassent les bénéfices... et quelques miettes pour les politiciens à leur service... et la note, sous forme de dette à rembourser, pour les travailleurs.

GBAGBO ANNONCE LA COULEUR ...

Lors de sa tournée de campagne électorale pour la présidentielle de 95 dans la région de Tanda, rapportée par la première chaîne le 28 Mars, Gbagbo a dit pour ceux des travailleurs qui ne l'auraient pas encore compris: "Il faut aujourd'hui 15 ans d'efforts soutenus, de travail constant pour redonner à notre économie la vigueur susceptible de redonner vie aux autres secteurs

d'activités".

C'est un message adresser aux riches pour leur dire: ne vous inquiétez pas, faites-nous confiance, nous sommes avec vous, nous autres de l'opposition, pour faire travailler les ouvriers cadeau. Avec nous, vous pourriez vous enrichir encore plus. Et moi dans 15 ans, je serais en retraite, après avoir pris ma part.

**AFRIQUE DU SUD: LES ELECTIONS
NE METTRONT PAS FIN
A LA MISERE DES MASSE PAUVRES**

Du 26 au 28 avril prochain vont avoir lieu, pour la première fois, les élections multiraciales en Afrique du Sud. Parmi les 23 millions de Sud-Africains conviés à élire une nouvelle Assemblée nationale (qui élira par la suite un président), 17 millions le feront pour la première fois dans ce genre d'élections. Jusqu'à présent, ils en étaient exclus, à cause de l'apartheid qui ne leur reconnaissait pas la citoyenneté dans leur propre pays.

Eh bien oui, le fait d'avoir réussi à arracher par sa lutte ce simple droit démocratique, est une victoire pour le peuple noir d'Afrique du Sud qui a sacrifié des dizaines de milliers de morts, d'innombrables exilés et prisonniers. C'est une victoire pour l'ANC qui en a fait son principal cheval de bataille. C'est une victoire pour Mandela, le dirigeant de l'ANC, qui est sorti de la prison il n'y a même pas quatre ans, et qui se trouvera, selon toute vraisemblance, président de l'Afrique du Sud à l'issue de ces élections, si celles-ci se déroulaient normalement.

L'Afrique du Sud rejoindra alors le banc des Nations Unies et de l'OUA d'où jusqu'à présent elle a été exclue pour cause d'apartheid. Son Etat sera alors considéré comme "respectable" par les puissances impérialistes et par les autres dictateurs du continent africain qui, eux, ont le label de présidents "respectables" tout dictateurs et assassins de leurs peuples qu'ils soient. Oh, ils sont

"légitimes" aux yeux de la "communauté internationale", entendez la communauté des autres chefs d'Etat, parce qu'ils seraient "élus"!

Demain l'Afrique du Sud ressemblera aux autres Etats du continent africain à la différence que la communauté blanche y sera un peu plus nombreuse qu'ailleurs. L'Apartheid racial officiel sera un souvenir mais l'apartheid social lui, continuera comme ailleurs. Pour l'écrasante majorité de la population, pour les travailleurs, les petits paysans et tous les déshérités, des townships, la misère, l'exploitation et même la dictature continueront, car les luttes qu'ils ont menées durant des années ne profiteront qu'à une petite minorité de privilégiés noirs, à la bourgeoisie noire sud-africaine qui accèdera à certains privilèges dont, l'apartheid l'excluait bien que financièrement elle en eût la possibilité.

Le Zimbabwe, le voisin de l'Afrique du Sud, où existait aussi l'apartheid à l'époque de Ian Smith est une préfiguration de ce que pourra être l'Afrique du Sud de demain. Mugabé, qui est au pouvoir depuis 1980, est pour le Zimbabwe ce que Mandela sera pour l'Afrique du Sud. Eh bien, dans ce pays où des luttes dures et longues ont eu lieu pour abolir le régime racial de Ian Smith, l'arrivée au pouvoir de Mugabé n'a pas changé grand-chose pour la majorité de la

population pauvre. A tel point qu'aujourd'hui encore, 14 ans après son arrivé au pouvoir, le nouveau régime (dont les dirigeants se réclamaient pourtant du "socialisme") n'a même pas été capable de faire une réforme agraire qui puisse permettre à la majorité pauvre de la paysannerie d'accéder à un simple lopin de terre. Jusqu'à présent la plus grande partie des meilleures terres sont toujours détenues par la minorité blanche. L'écrasante majorité des travailleurs et des petites gens des villes vit toujours dans la misère. Ce qui a changé c'est que depuis l'arrivée au pouvoir de Mugabé, les riches noirs peuvent habiter côte à côte avec les riches blancs, faire des affaires comme eux sans être inquiétés pour leur appartenance raciale.

C'est cela qui attend l'écrasante majorité de la

population sud-africaine. Mais dans ce pays, la classe ouvrière est relativement nombreuse. Elle s'est battue avec ses moyens de lutte propres contre l'apartheid. Elle a mené des grèves dures pour obtenir des droits. Elle possède des syndicats, non pas des appareils créés de toutes pièces par le pouvoir et imposés à l'ensemble de la classe ouvrière, mais créés grâce à la volonté et par la lutte de travailleurs. Tout ceci constitue une expérience riche qui pourra servir demain à cette même classe ouvrière, non plus contre le pouvoir des Blancs mais contre celui des gens de la même couleur de peau qu'elle. Les dirigeants noirs mèneront inévitablement la même politique fondamentale de l'exploitation capitaliste sans les fioritures hideuses de l'apartheid mais qui ne sera pas pour autant moins barbare à l'égard des travailleurs.

**SENEGAL : DES LENDEMAINS
QUI NE CHANTENT PAS POUR DIOUF**

Abdou Diouf a entamé une tournée dans quelques capitales occidentales dans l'espoir de glaner quelques dollars auprès des bailleurs de fond ou d'obtenir des délais supplémentaires dans le paiement de la dette de l'Etat sénégalais.

Les caisses de l'Etat sont effectivement vides et l'Etat est au bord de la banqueroute. Même l'argent pour payer les fonctionnaires et les bourses fait défaut. Depuis plusieurs

années, les hôpitaux, les dispensaires et les maternités sont devenus des mouiroirs pour les petites gens qui n'ont pas la possibilité de s'offrir les hôpitaux privés. D'année en année ces établissements publics se sont dégradés. Les médicaments ainsi que les instruments les plus élémentaires y font défaut. Depuis la dévaluation du franc CFA, malgré une "clause spéciale" sur les médicaments, le prix de ces derniers ont

grimpé de 50 à 100% selon le type de médicaments.

. Que les pauvres crèvent de maladie, de famine et de misère, cela n'empêche pas la petite minorité de privilégiés de la place de faire des affaires, de continuer à rouler en mercedes, d'avoir de l'eau bien propre dans leurs piscines privées pendant que dans les quartiers populaires avoir de l'eau potable est devenu un exploit (des fois il faut se réveiller très tôt le matin pour faire la queue devant les fontaines publiques pour repartir quelques heures après avec un ou deux sceaux d'eau).

Toute cette misère qui s'aggravait d'année en année, accentuée par les blocages des salaires et les licenciements dans la fonction publique, n'empêchait bien sûr pas Diouf et les membres de son gouvernement de dormir en paix... jusqu'à ce que la colère retenue depuis si longtemps commence à se manifester au grand jour quelques semaines après la dévaluation. Le meeting organisé par les partis d'opposition et qui s'est transformé, le 16 février dernier, en émeute ayant provoqué huit morts et des centaines de blessés est l'illustration de cette colère populaire.

A la suite de cette émeute des dirigeants des partis d'opposition (dont A. Wade, L. Savané B. Kane, tous les trois députés) ont été arrêtés. Ils sont inculpés d'"atteinte à la sécurité de l'Etat".

Depuis les émeutes du 16 février, la situation semble être redevenue calme. Mais ce n'est qu'un calme apparent car ces émeutes n'ont mis fin ni aux conséquences de la dévaluation du CFA, ni au pouvoir autoritaire, de Diouf qui se cache derrière

son parlementarisme de façade. Ce gouvernement sera de plus en plus enclin à procéder par la manière forte pour montrer son autorité. Il sera de plus en plus contraint d'utiliser son armée et sa police pour obliger la population à accepter une misère de plus en plus grande. Mais la politique du bâton risque de se retourner contre Diouf lui-même comme bien de pouvoirs en ont fait l'expérience sur ce continent.

Le problème, pour la majorité pauvre de la population, c'est que ceux qui prétendent représenter ses intérêts ne sont rien d'autre que des démagogues. Ainsi, Wade, le principal dirigeant de l'opposition aujourd'hui arrêté, a été hier encore un des ministres d'Etat de Diouf. Pendant qu'il était ministre il a cautionné le blocage des salaires, le licenciement dans la fonction publique et la dégradation des infrastructures publiques. A l'approche des dernières élections il a quitté le pouvoir pour revenir dans l'opposition. Demain s'il arrive au pouvoir il ne fera que continuer la même politique que celle de Diouf car c'est celle que lui dicteront l'impérialisme français et les bailleurs de fonds qui sont ses véritables maîtres et auxquels il a déjà prouvé sa fidélité.

D'autres dirigeants de mouvements d'opposition extra parlementaires (tels que les dirigeants des mouvements intégristes musulmans qui ne sont aujourd'hui qu'en gestation mais qui peuvent très vite se développer) peuvent demain supplanter ceux de l'opposition parlementaire et entraîner les populations pauvres vers leur politique obscurantiste comme leurs semblables tentent de le

faire en Algérie actuellement. C'est un danger réel pour l'avenir de la population pauvre du Sénégal.

Mais pour les travailleurs, les paysans pauvres et toutes les petites gens des villes ce n'est pas une fatalité que d'être trompés soit par des démagogues parlementaires comme Wade, soit par des intégristes moyenâgeux. La seule alternative à toutes ces politiques qui, malgré les différences entre elles, visent toutes à préserver l'ordre social existant, est l'organisation des travailleurs sur la base de leurs propres intérêts. Les travailleurs ne peuvent défendre et améliorer un tant soit peu leurs conditions d'existence que par leurs propres luttes. Mais pour importantes que puissent être ces luttes auxquelles les travailleurs et les paysans

pauvres seront amenés, tôt ou tard, simplement pour ne pas crever, si elles finissent en laissant le pouvoir à la bourgeoisie, cette dernière reprendra inévitablement le dessus, que ce soit par l'intermédiaire de Diouf, de Wade ou des intégristes. Voilà pourquoi, il faut que le prolétariat se constitue en force politique, en parti, visant non seulement à rendre le plus efficace possible les luttes quotidiennes des ouvriers et des paysans pauvres, mais cherchant à orienter toutes ces luttes dans le sens du renversement du pouvoir de la bourgeoisie, la prise et l'exercice du pouvoir par les classes aujourd'hui exploitées ainsi que l'expropriation radicale des couches riches et la mise en commun de leurs richesses.

**ALGERIE : L'INTEGRISME,
UNE MENACE POUR LA SOCIÉTÉ**

En Algérie, les "Intégristes musulmans", plus particulièrement les éléments armés de l'ex-FIS (Front Islamique du Salut) continuent de semer la mort et la peur au sein de la population. En l'espace de quelques mois, plusieurs dizaines de personnes ont été tuées.

Il y a les assassinats commis pour être spectaculaires, démagogiques, contre les ressortissants étrangers sommés de quitter le pays. Il y a les assassinats qui font partie de la guerre déclarée par les intégristes au pouvoir en place

qui, sur le plan de la répression, les leur rend bien : actions armées contre les responsables politiques ou militaires, contre les hauts fonctionnaires proches du pouvoir.

Et puis, il y a tous les assassinats qui montrent le genre de régime que les islamistes veulent imposer à la société algérienne. Par exemple, ceux, spectaculaires, dont la presse internationale parle, comme l'assassinat d'enseignants, d'écrivains, de journalistes, simplement parce

qu'ils n'acceptent pas de reprendre à leur compte et répercuter les élucubrations obscurantistes des intégristes. Mais combien d'assassinats, dont on parle peu ou pas parce qu'il s'agit de petites gens, au travers desquels les intégristes imposent d'ores et déjà leur dictature, dans certaines régions, dans certains quartiers ?

Des jeunes filles égorgées parce qu'elles ont osé sortir dans la rue sans se voiler le visage. Des jeunes abattus parce qu'ils n'ont pas jeûné pendant le ramadan.

Face à ces assassinats, le gouvernement demeure impuissant. Tout en menant une répression sauvage, pas seulement contre les intégristes mais contre les quartiers qu'ils ont sous leur contrôle, l'armée est elle-même taraboussée par l'intégrisme. Dans l'encadrement moyen de l'armée nombreux sont ceux qui louchent en direction des intégristes. Quant aux sommets de l'armée s'ils combattent l'intégrisme, ce n'est certainement pas dans "l'intérêt de la démocratie" - la hiérarchie militaire est le pilier de la dictature depuis plus de trente ans - mais pour se préserver de la concurrence pour la direction de l'Etat et pour les avantages qui vont avec. Les voix qui se font entendre dans les milieux dirigeants pour "le dialogue" expriment l'opinion de ceux qui doutent que l'armée puisse gagner la guerre civile en cours et qui envisageraient bien un compromis. Si un tel compromis voyait le jour, - mais il n'est nullement dit que toutes les factions intégristes le veuillent - cela ne pourrait être qu'un partage des rôles pour exercer une même dictature. Sur toute la société, mais avant tout sur ses classes pauvres.

L'armée et le gouvernement qui incarnent la continuité ces trente dernières années sont incapables de combattre efficacement la montée intégristes pour cette raison fondamentale qu'ils en constituent le fourrier. Après trente ans, le régime basé sur l'alliance sinon la confusion entre le FLN et la hiérarchie militaire, a sombré dans la corruption, l'impuissance de faire face aux problèmes de la société algérienne, l'impuissance de donner le moindre espoir aux couches pauvres condamnées à la misère, à la jeunesse condamnée au chômage.

En dénonçant la corruption, en se posant comme une opposition radicale - puisqu'armée - au régime, en s'attaquant verbalement aux puissances impérialistes, en montrant du doigt leurs dirigeants qualifiés de "satan", les intégristes musulmans espèrent détourner à leur profit le mécontentement, le désespoir des couches pauvres.

Mais pas pour gouverner au profit des pauvres, au contraire!

Les dirigeants islamistes ne cherchent pas à lutter contre l'ordre social capitaliste qui maintient l'Algérie dans la misère - comme il y maintient non seulement tous les pays pauvres, mais aussi une fraction croissante de la classe ouvrière des pays riches. Ils font simplement de la démagogie en assassinant des Occidentaux par-ci, en tenant un langage radical anti-occidental par-là pour tromper la population algérienne et en même temps cacher leur véritable intention. C'est celle d'arriver au pouvoir, à la place des dirigeants actuels pour y

imposer une dictature impitoyable au nom de la religion, au nom du coran, c'est-à-dire au nom de l'obscurantisme; une dictature des temps révolus, qui ne tolérerait aucune autre liberté de pensée, où la femme serait moins que rien, selon le principe même du coran.

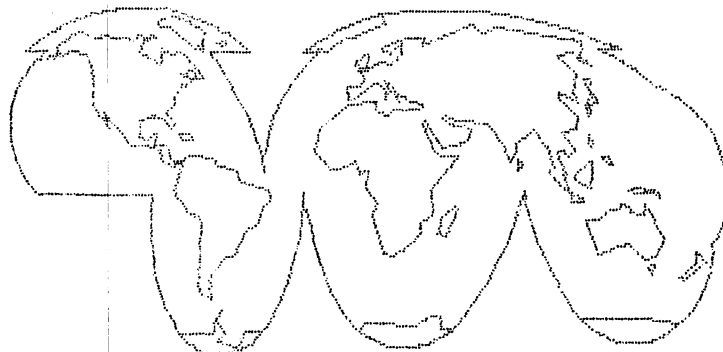
Et ces dizaines de milliers de personnes qui ont manifesté le 22 mars derniers en Algérie, dont toutes les femmes qui défilaient sans voile, doivent avoir la solidarité de tous ceux qui se revendiquent du prolétariat.

Il est cependant évident que si la lutte reste limitée pour l'essentiel entre les intégristes et le pouvoir actuel, c'est-à-dire l'armée, c'est-à-dire entre deux maffias aussi opposées l'une

que l'autre aux intérêts des classes exploitées et même simplement aux libertés démocratiques, le combat est perdu d'avance. Le seul espoir pour l'avenir, c'est un éveil politique de la classe ouvrière algérienne, la rendant capable de se battre à la fois contre les "barbus" et contre leurs frères ennemis militaires.

L'avenir que nous préparent les intégristes en Algérie, les travailleurs et les pauvres doivent rejeter, car il ne correspond pas à leurs aspirations. La seule voie de salut pour eux est la lutte derrière le drapeau du communisme; c'est la voie anti-obscurantiste, du progrès, de la liberté et de la satisfaction des besoins de tous.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.